



Déclaration liminaire de la FSU 24

CTSD du 12 novembre 2020

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Ce CTSD se tient aujourd'hui dans un contexte dramatique et alarmant pour notre profession et pour notre société. A l'épreuve collective induite par la crise sanitaire se sont ajoutés les terribles assassinats de ces semaines passées dont celui de notre collègue, frappé sauvagement pour le simple fait d'avoir exercé son métier.

La gestion et l'organisation des hommages dans les établissements scolaires par notre ministre n'ont clairement pas été à la hauteur de ce qu'il s'est passé.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, nos collègues, les personnels, vont mal, toujours plus mal ! Le 2 novembre, ils ont repris le chemin de l'école meurtris, abasourdis, tristes mais aussi très en colère avec le sentiment, et hélas le constat que l'institution ne les protège pas et ne les soutient pas. Nous pouvions espérer, vu le contexte, que, vous, monsieur le DASEN, auriez pu adresser un court message de sympathie et d'encouragement à l'ensemble des personnels, pour cette reprise du travail. Vous ne l'avez pas fait. De même, vous n'avez pas non plus daigné répondre à nos sollicitations diverses. Nous en prenons acte. En revanche vous préférez accuser des collègues qui témoignent de leur indignation dans un courrier, d'avoir des pratiques qui renvoient aux heures sombres de l'histoire. Cette attitude n'est pas digne de votre fonction de haut fonctionnaire de l'Education Nationale.

Personnels enseignants, personnels administratifs, AESH, équipes de direction, équipes de circonscription se sont mobilisés, bien trop souvent dans la débrouille, pour accueillir les élèves dès la rentrée, et faire fonctionner tant bien que mal le service public d'éducation.

Cette rentrée du 2 novembre a encore été un exemple de ce que nous vivons depuis un an ! Protocole sanitaire bancal et inapplicable notamment en lycée, refus d'abrogation du jour de carence, masques -et quels masques - non livrés à temps, ordres et contre-ordres, faire et défaire (refus puis autorisation des demis-groupes en lycée, du jour au lendemain) ! Si ces annonces du ministre sont positives (en attendant d'éventuels nouveaux changements ce soir !), elles sont insuffisantes (pas un mot sur les écoles et les collèges) et montrent une fois de plus l'impréparation et l'absence totale de considération à l'égard des personnels de direction, des agents territoriaux et des personnels enseignants.

Nous espérons sincèrement que vous en prenez conscience car cela ne pourra pas durer éternellement. La résilience, mot tellement employé et dévoyé, a ses limites. Travailler oui, mais pas à n'importe quel prix. Personne ne nie l'importance de l'école pour les élèves, et faire ce procès d'intention aux organisations syndicales comme l'a fait le ministre est indigne, alors que nous cherchons encore et toujours les préoccupations sociales de Monsieur Blanquer... Car quelles sont ses préoccupations quand on ne crée aucun

RASED alors que, plus que jamais, les élèves les plus fragiles ont besoin d'un accompagnement renforcé ? Quand le recrutement est en berne ? Quand des AESH sont si mal rémunéré .e.s et trop souvent malmené.e.s ? Où sont les créations de postes qui devraient permettre de réduire massivement les effectifs, augmenter le temps de formation des enseignants, redonner de la latitude aux équipes pour élaborer des réponses aux défis que doit relever l'école ? Quand les dossiers de pré-orientation SEGPA sont rejetés massivement, alors même qu'un enseignement adapté et des effectifs réduits seraient bénéfiques à la plupart de ces élèves ?

Aujourd'hui, vous nous présentez le bilan de rentrée. Vous nous direz, nous le savons, que le département perd des élèves particulièrement dans le premier degré, tout en gardant les postes et que nous sommes « privilégiés » par rapport aux autres départements de l'académie. C'est peut-être vrai mais est-ce si simple ? Les effectifs constatés sont toujours supérieurs aux effectifs prévisionnels. Quand bien même ? Devons-nous nous contenter de la politique du moins pire ? La crise sanitaire n'aurait-elle pas mis en lumière le manque criant de moyens dans l'Education Nationale et au-delà dans les services publics ?

Dans les écoles, nous dénonçons toujours des zones en tension et de trop nombreuses classes surchargées, surtout en cette période. Evidemment, nous n'avons pas la même notion de surcharge. Vous, vous ne voyez que les effectifs alors que pour nos collègues et pour nous, il s'agit de difficultés scolaires, sociales, de l'organisation des classes et de l'école, de l'accueil et de la gestion des élèves en situation de handicap.

Vous le savez, la taille des classes est un levier essentiel de la réussite des élèves. La politique de Blanquer ne cible que quelques classes dédoublées ou allégées et surcharge les autres classes par effet de vases communicants bien réel. La FSU revendique un recrutement massif d'enseignant.es pour abaisser les effectifs de toutes les classes ! Ces temps de crise de COVID nous ont montré aussi que la taille des groupes est un garant de la sécurité sanitaire.

Autre sujet d'inquiétude, la diminution et le manque de postes de RASED, notamment dans nos zones rurales. Quelles vont être les conditions dans lesquelles les élèves en difficultés pourront être réellement accompagnés ? Les élèves d'ULIS ne sont toujours pas pris en compte dans les taux d'encadrement, contrairement à ce que vous aviez annoncé, là où leurs classes d'accueil devraient être allégées afin de leur assurer de bonnes conditions de scolarisation.

Que dire des PIALS qui pour l'instant n'apparaissent que comme un étage supplémentaire à la fusée Education Nationale et ne semblent en rien faciliter l'organisation du travail des AESH pourtant déjà tant sollicité.es.

Le manque cruel de remplaçants, génère de son côté de grandes difficultés dans les écoles d'autant plus en cette période de crise sanitaire ! Vous allez nous dire que c'est moins pire. Néanmoins aucune prise en compte de la situation sanitaire n'est lisible dans les orientations que vous nous présentez.

La formation imposée et subie par les collègues s'avère trop souvent inopérante et inutile, détachée des préoccupations concrètes des collègues mais issues des injonctions ministérielles. Là encore, une prise en compte de la réalité vécue par les enseignants au printemps aurait dû se traduire par une offre de formation réellement centrée sur les besoins exprimés par les enseignant.es. Nous considérons par ailleurs nos collègues Conseillers Pédagogiques de Circonscription comme maltraités car eux aussi doivent subir cette commande ministérielle !

Dans le premier degré, ça craque à tous les étages ! Les conditions d'enseignement et les conditions de travail des personnels sont fortement dégradées et le manque de prise

en compte des effets de la crise sanitaire n'a fait qu'augmenter cette dégradation.

Dans les collèges du département on constate que le nombre d'élèves par division est stable par rapport à la rentrée dernière, soit une moyenne de 24.44 élèves par classe. Cependant, ce constat révèle des déviations qui se traduisent localement par l'utilisation des heures de marge pour permettre l'ouverture de divisions. La FSU dénonce cette pratique qui consiste pour la DSDEN à communiquer des ouvertures avec souvent bien **bien** moins d'heures que les 29h réglementaires (La Force, Montignac, Mussidan, Neuvic, Montaigne..). Pire, à Ribérac, ce sont deux divisions supplémentaires qui sont affichées mais avec deux heures en moins sur la DGH ! Dans les établissements, cela permet certes de maintenir des effectifs acceptables dans un contexte largement dégradé par la situation sanitaire mais cela signifie aussi le renoncement pour les disciplines aux heures d'AP et de dédoublement et donc pour les élèves la disparition de temps pédagogiques avec un accompagnement au plus près de leurs besoins. La FSU dénonce aussi la politique de limitation des heures postes au profit des HSA.

Dans les lycées du département, cette tendance se confirme. La DGH globale est en baisse de 432h par rapport aux prévisions (355 HP et 77 HSA). Les IMP sont insuffisantes et ces indemnités sont indécentes au vu de la charge de travail qui y est associée.

Les collègues sont épuisés par des conditions de travail particulièrement dégradées et par une charge de travail insoutenable : 2 HSA imposées ; des effectifs surchargés ; une réforme des lycées et des programmes à appliquer au pas de charge ; les incertitudes qui pèsent sur les épreuves du Bac... et des enseignants qu'on laisse dans le brouillard, qui doivent donc se débrouiller seuls !

Dans ce contexte particulièrement dégradé, il est plus que jamais urgent d'aménager les programmes et d'adapter les épreuves du Bac (notamment en Terminale).

Par ailleurs, la réforme de l'enseignement technologique et des sciences de l'ingénieur est particulièrement problématique et est source d'une inquiétude extrême pour les enseignants. C'est pour cela que la FSU a porté, auprès du ministère, 23 propositions articulées autour de 3 grands axes pour une voie technologique de qualité. Nous attendons toujours des réponses pour cette « sur-réforme » qui doit s'appliquer sur l'enseignement technologique dès septembre 2021 !

Dans l'enseignement professionnel, le ministère maintient la poursuite de la réforme dite "nouvelle voie vers l'excellence", qui en plus du confinement du printemps ne fait que dégrader les conditions d'apprentissage des élèves et amplifier la charge de travail des enseignants. Dans ce contexte sanitaire et avec la diminution drastique des heures d'enseignement, l'excellence semble difficilement atteignable !

Nous ne pouvons que déplorer l'absence d'une réorganisation des enseignements et en particulier des heures de pratique professionnelle en atelier qui ont été très longtemps interrompues l'an dernier. Il aurait été judicieux, par exemple de suspendre la co intervention pour se focaliser sur les apprentissages disciplinaires autant dans les matières professionnelles que générales. Sur la question des PFMP, l'absence de consignes nationales est préoccupante car les élèves ont plus que jamais de grosses difficultés à trouver des entreprises d'accueil alors que ces périodes devront être validés pour l'obtention de l'examen.

Même si les DGH des LP pour cette rentrée, sont en moyenne stables par rapport aux effectifs, elles deviennent souvent insuffisantes pour mettre en place la réforme. C'est le cas pour le chef d'œuvre qui est censé être un projet pluridisciplinaire mais qui, faute de moyens n'est abordé qu'en enseignement professionnel.

Enfin, au vu de la baisse des effectifs en LP nous ne pouvons que déplorer, que cette réforme ne rend pas la formation professionnelle plus attractive, bien au contraire.

Nous concluons ici sur les paroles du ministre lors de l'ouverture du « Grenelle de l'Éducation » le 22 octobre 2020, Grenelle au passage sans les organisations syndicales mais avec des personnalités médiatiques parfois très éloignées de l'éducation nationale « Il ne faut pas avoir une vision technique des métiers mais d'abord humaine, tous les enjeux techniques sont accordés à cette vision humaine »... gageons que ce sera le cas pour ce Comité Technique, mais nous avons de grands doutes !